



Relations entre les banques et leur clientèle « particuliers »

Deux rapports ont été remis à Mme Christine Lagarde, ministre de l'économie, de l'industrie et de l'emploi Au mois de juillet 2010:

1 - le rapport sur la tarification des services bancaires établi par MM. Georges Pauget et Emmanuel Constans (8 juillet 2010). Le rapport est disponible sur :

http://www.economie.gouv.fr/services/rap10/100708_rap_Pauget_Constans.pdf

2 - le rapport sur les pratiques des établissements teneurs de comptes vis-à-vis de leurs clients engagés dans une procédure de surendettement rédigé par Mme Marielle Cohen-Branche (20 juillet 2010). Le rapport est disponible sur :

<http://www.economie.gouv.fr/services/rap10/100720rapcohen-branche.pdf>

INFORMATIONS BANCAIRES ET FINANCIERES GENERALES

Communiqué de la BCE

Au cours du premier semestre 2010, un total de 387 000 faux billets en euros ont été retirés de la circulation, soit une baisse de 13 % par rapport au second semestre 2009. Les coupures de 20 euros et de 50 euros représentent près de 85 % du total de billets contrefaits retirés de la circulation et le billet de 100 euros 12 %. Pour mémoire, le nombre de billets authentiques en circulation était en moyenne de 13,2 milliards au premier semestre.

Fichier positif

Le décret n° 2010-827 du 20 juillet 2010 instituant un comité chargé de préfigurer la création d'un registre national des crédits aux particuliers a été publié au Journal Officiel du 22 juillet 2010. Ce comité prévu par la loi portant réforme du crédit à la consommation sera constitué outre son président de seize membres (parlementaires, représentants de la Banque de France, du ministère de l'économie, des établissements de crédit, des associations de consommateurs, des associations familiales, de la Commission nationale de l'informatique et des libertés...). Le secrétariat sera assuré par la direction générale du Trésor.

Départementalisation de Mayotte

Mme Marie-Luce Penchard, ministre chargée de l'outre-mer a présenté en Conseil des ministres du 3 août 2010, les projets de loi organique et ordinaire relatifs au Département de Mayotte. Ces textes permettant de rendre effective la départementalisation de Mayotte en 2011 devraient être définitivement adoptés par le Parlement avant la fin de l'année.

Publications

1 – Banque de France : rapport annuel 2009

Le rapport est disponible en téléchargement à l'adresse suivante :

<http://www.banque-france.fr/fr/publications/rapport/rapport.htm>

2 – Observatoire de l'épargne réglementée : rapport annuel 2009

Le premier rapport d'activité de l'Observatoire de l'épargne réglementée créé par la loi de modernisation de l'économie du 4 août 2008 est disponible en téléchargement à l'adresse suivante :

<http://www.banque-france.fr/fr/instit/telechar/observatoire/oer-rapport-2009.pdf>

3 – Observatoire de la sécurité des cartes de paiement : rapport annuel 2009

Le rapport d'activité est disponible en téléchargement à l'adresse suivante :

http://www.banque-france.fr/observatoire/rap_act_fr_09.htm

4 – Comparaison des prix entre les DOM et la métropole en 2010

La note INSEE première n° 1304 de juillet 2010 est disponible en téléchargement à l'adresse suivante :

http://www.insee.fr/fr/themes/document.asp?reg_id=0&ref_id=ip1304

Nomination

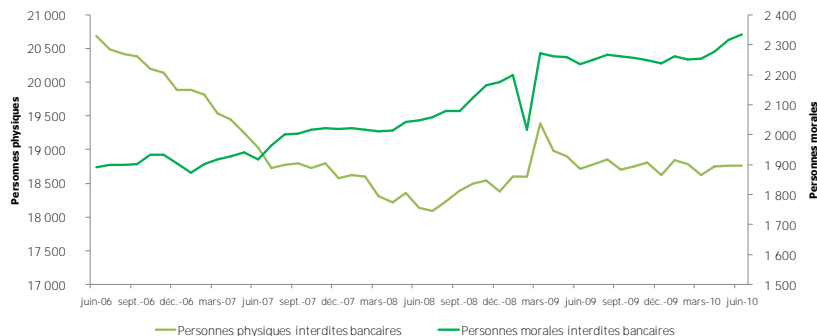
M. François Pérol, président du directoire du Groupe BPCE, a été nommé président de la Fédération bancaire française (FBF) pour une durée d'un an à compter du 1^{er} septembre 2010, en remplacement de M. Baudoin Prot, administrateur directeur général de BNP Paribas.

ACTIVITES DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

Vulnérabilité des agents économiques : nouvelle dégradation à fin juin 2010

Au 30 juin 2010, le nombre de personnes physiques en **interdiction bancaire** s'élève à **18 770**. Ce chiffre est stable sur le trimestre (+0,7 %) et sur un an (+0,3 %). Parallèlement, 2 334 entreprises étaient frappées d'interdiction bancaire au deuxième trimestre 2010, soit +4,4 % sur un an (+ 3,5 % sur le trimestre). Le nombre d'incidents de paiement sur chèques (143 724) est également en augmentation sur un an (+1,4 %), mais demeure stable de 0,3 % sur le trimestre. S'agissant du nombre de retraits de cartes bancaires (5 686), la tendance haussière constatée depuis fin 2008 continue de s'aggraver (+ 20,5 % sur un an, après + 23,0 %) et traduit l'accentuation des difficultés de trésorerie des agents martiniquais, à l'issue du mouvement social de février 2009.

Evolution du nombre des interdits bancaires

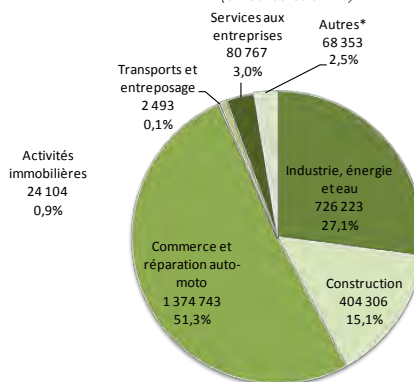


Source : Iedom

Parallèlement, 434 **incidents de paiement sur effets de commerce** (IPE) étaient recensés au second trimestre 2010, contre 474 au 30 juin 2009 (- 8,4 %). Le montant total correspondant suit la même tendance et diminue de 41,8 %. Il s'établit à 2,7 millions d'euros contre 4,5 millions un an plus tôt. La valeur unitaire moyenne des IPE ressort donc à 4 500 euros à fin juin 2010 contre 5 100 euros à l'issue du deuxième trimestre 2009. Sur la période, l'ensemble des secteurs bénéficie de la diminution de la sinistralité.

Répartition des incidents de paiement sur effets par secteur en valeur au 1^{er} trimestre 2010

(en euros et en %)



* "agriculture, sylviculture et pêche", "hébergement et restauration", « santé, action sociale, enseignement », « administration publique ».
Source : Banque de France

ACTUALITE REGIONALE

Visite du président du Sénat

Le Président du Sénat, Gérard Larcher, s'est rendu à la Martinique du 18 au 20 juillet. Cette visite s'inscrit dans le prolongement de la mission Outre-mer du Sénat réalisée en 2009. Après les visites protocolaires, le Président a échangé avec les élus sur la question de la réforme institutionnelle et du projet de loi statutaire prévu par l'article 73 de la Constitution. Le Président a ensuite rencontré les acteurs économiques à la Chambre de Commerce et de l'Industrie, puis a rendu visite au Régiment du Service Militaire Adapté (RSMA) et au Pôle de recherche agro-environnemental de la Martinique.

Augmentation des prix du carburant

Le 13 juillet 2010, s'est tenue une réunion de l'observatoire des prix et des revenus. Le constat d'un décalage entre les prix des carburants et les facteurs économiques sous jacents a donné lieu à l'annonce d'une réévaluation des tarifs des produits pétroliers. Dans l'attente de la mise en place d'une nouvelle formule de fixation des prix en septembre, le super sans plomb a été revalorisé de 13 centimes et le gasoil de 12 centimes depuis le 15 juillet 2010. Cette nouvelle augmentation porte le prix de l'essence sans plomb à 1,33 euro le litre et le prix du gasoil à 1,08 euro par litre. Après ces hausses, le prix du gasoil reste inférieur de 5,3% au prix moyen de vente pratiqué en métropole tandis que celui du super sans plomb affiche un niveau équivalent.

Réunion du Comité de suivi des engagements du conseil Interministériel de l'Outre-mer (CIOM)

Le 3 août 2010, une réunion du comité de suivi du Comité Interministériel de l'Outre-mer s'est déroulée à la préfecture. Au cours de cette rencontre, les participants (chambres consulaires, collectivités locales, organismes socioprofessionnels, membres des Etats Généraux de l'Outre-mer, ...) ont fait le point sur l'état d'avancement des mesures du CIOM et définit une méthode de suivi des engagements.

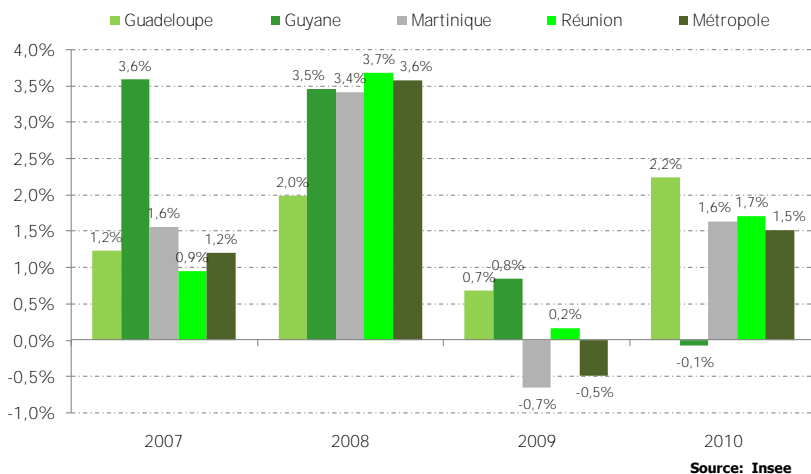
BREVES ECONOMIQUES ET FINANCIERES

Inflation : des tensions un peu plus vives sur les prix....

A fin juin 2010, l'indice des prix à la consommation atteint 122,6, en hausse de 1,6 % sur un an. L'inflation poursuit sa progression en raison du renchérissement des prix de l'énergie (+8,5 % sur un an), de l'alimentation (1,5 %) et des services (1,4 %). Ces 2 dernières évolutions sont imputables à la hausse des prix des produits frais (+4,7 % sur un an) et des loyers et services rattachés (+3,2 %). Toutefois, le prix des produits manufacturés se maintient à un niveau identique à celui enregistré en juin 2009.

Au final, l'évolution des prix à la Martinique (+1,6 %) est relativement proche de celle enregistrée en métropole (+1,5 %) et à La Réunion (+1,7 %). En revanche, le taux d'inflation annuel est de +2,2 % en Guadeloupe, et -0,1 % en Guyane.

Taux d'inflation de l'indice des prix à la consommation
Glissement annuel de juin à juin

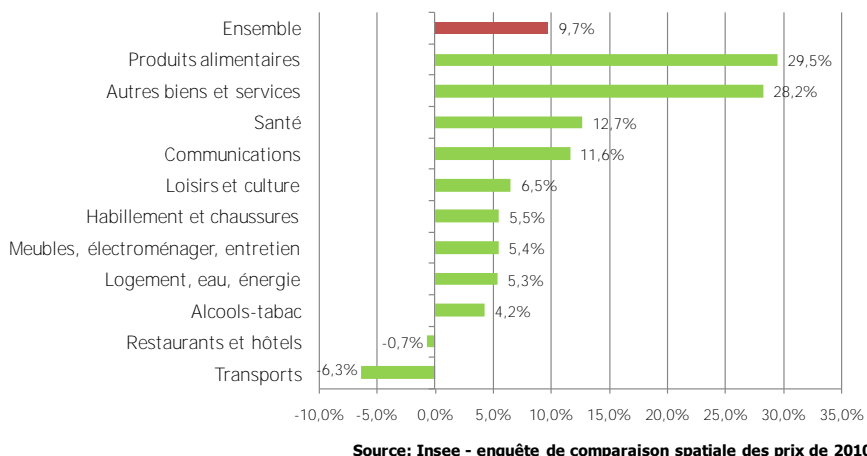


... tandis que l'écart est marqué avec la métropole

Selon l'enquête de comparaison entre les prix des départements d'Outre-mer et la métropole¹ réalisée par l'Insee, les prix pratiqués à la Martinique sont supérieurs de 9,7% à ceux pratiqués en métropole. Les écarts les plus marqués portent sur les prix des produits alimentaires (+29,5 %) et les prix des autres biens et services (+28,2 %). En revanche, le coût des transports est plus faible à la Martinique (-6,3 %).

L'enquête révèle également que le panier de consommation d'un ménage métropolitain serait surévalué de 16,9 % en moyenne si les achats étaient effectués à la Martinique. En revanche, le panier de consommation d'un ménage martiniquais verrait son coût diminuer de 2,9 % pour des achats réalisés en métropole.

Ecart de prix par grandes fonctions entre la Martinique et la métropole

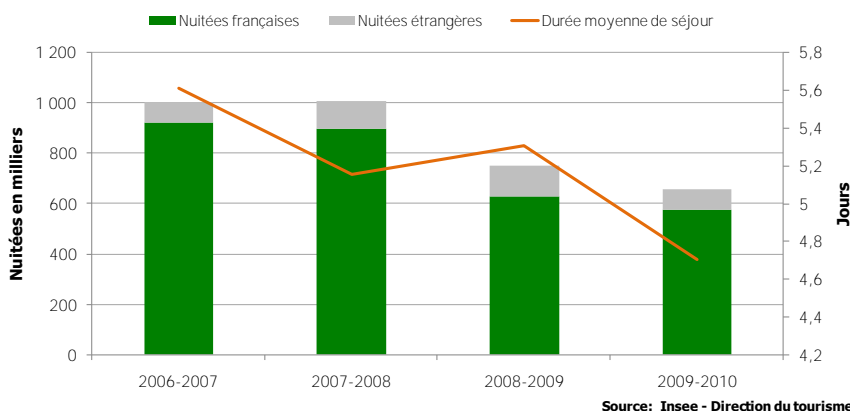


Tourisme : bilan de la haute saison

En données cumulées à fin juin 2010, l'aéroport international Aimé Césaire a accueilli 766 101 passagers, soit une hausse de 4,4 % sur un an. Cette évolution peut être rapprochée des différentes campagnes de promotion réalisées par les compagnies aériennes mais également de la faiblesse du trafic enregistré au cours de l'année 2009, largement perturbée par le conflit social. Aussi, comparativement au 1^{er} semestre 2008, le trafic aéroportuaire s'inscrit en baisse de 9,0 %.

Dans le secteur de l'hôtellerie, le bilan de la haute saison² montre une poursuite de la dégradation du courant d'affaires. Selon l'enquête de fréquentation de l'hôtellerie de l'Insee, au cours de la haute saison 2009-2010, le taux d'occupation des hôtels s'affiche à 56 % en moyenne, soit une diminution de 3 points par rapport à la haute saison précédente (2008-2009). Parallèlement, en données cumulées de décembre 2009 à mai 2010, le nombre de nuitées se réduit de 12,5 % sur un an et la durée moyenne de séjour baisse de 0,6 jour pour atteindre 4,7 jours.

Evolution du nombre de nuitées en haute saison



¹ Insee Première – Comparaison des prix entre les DOM et la métropole en 2010, juillet 2010.

² La haute saison touristique comprend les mois de décembre de l'année n-1 à avril de l'année n.

INDICATEURS DE REFERENCE

			Données brutes	var.% mensuelle	Glissement annuel
Prix <i>(source : INSEE)</i>	Indice des prix à la consommation (base 100 en 1998)	- juin 2010	122,6	+0,1 %	+1,6 %
Chômage <i>(source : DDTEFP)</i>	Nombre de demandeurs d'emploi (DEFM A) Indicateur de chômage (base pop. Active : 162 556)	- juin 2010 - juin 2010	39 021 23,7 %	+0,4 %	+6,4 % +1,4 point
Allocation Chômage <i>(source : Assedic)</i>	Nombre de bénéficiaires de l'allocation unique dégressive et de l'aide au retour à l'emploi	- juin 2010	13 852	-0,8 %	+5,0 %
RMI <i>(source : CAF)</i>	Nombre de bénéficiaires payés	- juin 2010	28 479	+0,5 %	+4,0 %
Commerce extérieur <i>(source : Douanes)</i>	Importations (en M€) Exportations (en M€) Taux de couverture mensuel:	- mai 2010 - mai 2010	181,1 18,5 10,2 %	-17,1 % -40,9 %	+34,9 % +30,5 % -0,3 point
Grande distribution <i>(source : DRCCRF)</i>	Indicateur chiffre d'affaires (base 100 en 1990) Cumul annuel de chiffre d'affaires (millions d'euros)	- juin 2010 - juin 2010	249 233,7	-6,5 %	-9,9 % +18,1 %

LES INDICATEURS SECTORIELS

			Données brutes	var. % mensuelle	Glissement annuel
Trafic aéroportuaire <i>(source : CCIM)</i>	Nombre de passagers	- juin 2010 - cumul annuel	107 259 766 101	-6,4 %	-4,7 % +4,4 %
Trafic Maritime <i>(source : DD PAF)</i>	Nombre de croisiéristes	- juillet 2010 - cumul annuel	208 56 500	-9,2 % ns	nd +91,1 %
Construction <i>(source : Ciments antillais)</i>	Ventes de ciment (tonnes)	- juin 2010 - cumul annuel	18 311 100 757	+8,6 %	-8,5 % +9,0 %
Immatriculations <i>(source : AAA)</i>	Véhicules particuliers neufs (VPN) Véhicules utilitaires neufs (VUN) Cumul annuel (VPN + VUN)	- juin 2010 - juin 2010 - juin 2010	960 127 5 892	+30,1 % -18,1 % -	-8,6 % -50,6 % -16,7 %

PRINCIPAUX TAUX D'INTERET ET DE CHANGE

Taux directeurs de la Banque centrale européenne

	taux	date d'effet
Taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement de l'Eurosystème	1,00%	13/05/2009
Taux de la facilité de prêt marginal	1,75%	13/05/2009
Taux de la facilité de dépôt	0,25%	08/04/2009

Taux d'intérêt légal

Taux de l'épargne réglementée (depuis le 01/08/10)

ANNEE	2010	0,65%	JO du 11/02/10	Livret A et bleu	LDD	LEP	PEL*	CEL*
ANNEE	2009	3,79%	JO du 11/02/09	1,75%	1,75%	2,25%	2,50%	1,25%

* hors prime d'Etat

Taux moyen monétaire mensuel (Tempé moyen mensuel)

TIBEUR (juillet 2010)

Avril	Mai	Juin	Juillet	1 mois	3 mois	6 mois	1 an
0,3453%	0,3386%	0,3489%	0,4768%	0,5830%	0,8480%	1,1040%	1,3730%

Taux moyen mensuel des emprunts d'Etat à long terme (TME)

Taux moyen mensuel des obligations d'Etat (TMO)

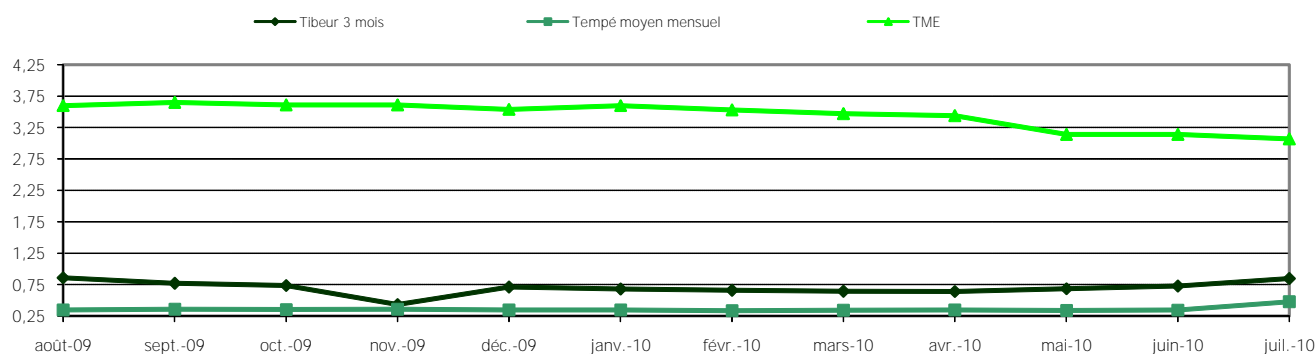
Avril	Mai	Juin	Juillet	Avril	Mai	Juin	Juillet
3,44%	3,14%	3,14%	3,07%	3,64%	3,34%	3,34%	3,27%

Taux de l'usure (applicable à partir du troisième trimestre 2010)

Crédits aux particuliers		Seuils de l'usure	Crédits aux entreprises		Seuils de l'usure
Prêts immobiliers					
Prêts à taux fixe		6,09%			
Prêts à taux variable		5,35%			
Prêts relais		5,96%			
Autres prêts					
Prêts d'un montant < ou = à 1524 €		21,15%			
Découverts en compte, prêts permanents et financement d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > à 1524 € et prêts viagers hypothécaires		19,27%	Découverts en compte (1)		13,39%
Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 1524 €		8,61%			

(1) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois

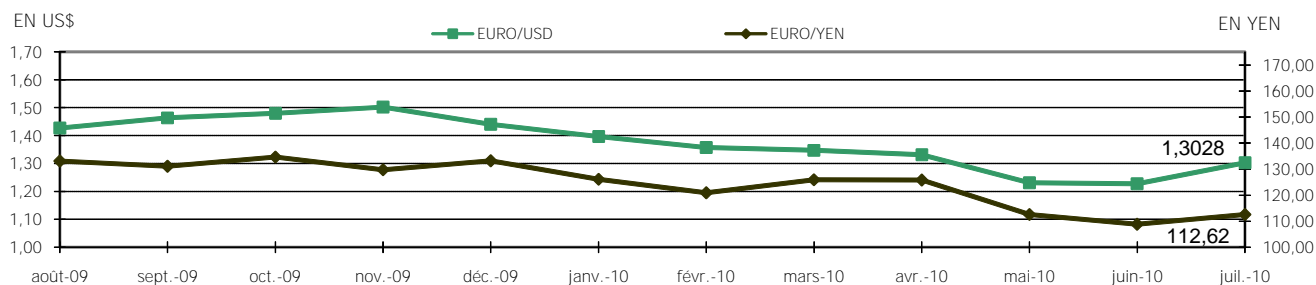
Taux des marchés monétaires et obligataires



Taux de change (dernier cours fin de mois)

EURO/USD (Etats-Unis)	1,3028	EURO/ZAR (Afrique du sud)	9,5616	EURO/SRD (Surinam)	3,59150
EURO/JPY (Japon)	112,6200	EURO/BWP (Botswana)	8,90740	EURO/ANG (Ant. Néerl.)	2,34200
EURO/CAD (Canada)	1,3454	EURO/SCR (Seychelles)	16,3544	EURO/DOP (Rép. Dom.)	48,2407
EURO/GBP (Grande-Bretagne)	0,83490	EURO/MUR (Maurice)	40,1722	EURO/BBD (La Barbade)	2,61680
EURO/SGD (Singapour)	1,7733	EURO/BRL (Brésil)	2,2924	EURO/TTD (Trinité et Tobago)	8,29520
EURO/HKD (Hong-Kong)	10,1180	EURO/VEF (Vénézuéla)	nd	EURO/XPF (COM Pacifique)	119,33170
EURO/MGA (Madagascar)	2855,14	EURO/XCD (Dominique)	3,5327	EURO/FC (Comores)	491,96775

Evolution de l'euro sur 12 mois (dernier cours fin de mois)



Taux de conversion irrévocables pour les 16 pays de la zone euro

1 EURO =	40,3399 BEF	6,55957 FRF	40,3399 LUF	200,482 PTE
	1,95583 DEM	0,787564 IEP	2,20371 NLG	5,94573 FIM
	166,386 ESP	1936,27 ITL	13,7603 ATS	340,750 GRD
	239,640 SIT	0,585274 CYP	0429300 MTL	30,1260 SKK